



CHAPITRE 83

CHAPTER 83

Loi modifiant la charte de la ville de
L'Abord-à-Plouffe

An Act to amend the charter of the town
of L'Abord-à-Plouffe

[Sanctionnée le 11 février 1959]

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préam-
bule.

ATTE^{NDU} que la ville de L'Abord-à-Plouffe a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 11 George VI, chapitre 104, modifiée par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 99, et par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 107, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 69, am.
pour la
ville.

1. L'article 69 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant:

Officiers
visés.

"Les officiers visés par le présent article sont les suivants: le chef de police, le trésorier, le secrétaire, le secrétaire-trésorier, le greffier, l'ingénieur permanent et la personne en charge de l'usine de filtration."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

2. Le premier alinéa du paragraphe 28° de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Drainage
des ter-
rains.

"28° Pour faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, fossé de ligne, fossé mitoyen ou cours d'eau situés dans la municipalité ou hors de ses limites, et de plus, lorsque

WHEREAS the town of L'Abord-à-Plouffe has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 11 George VI, chapter 104, amended by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 99, and by the act 5-6 Elizabeth II, chapter 107, be again amended:

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

1. Section 69 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after the second paragraph, the following:

"The officers referred to by this section shall be the following ones: the chief of police, the treasurer, the secretary, the secretary-treasurer, the clerk, the permanent engineer and the person in charge of the filtration plant."

R.S.,
c. 233,
s. 69, am.
for town.
Officers
referred
to.

2. The first paragraph of paragraph 28 of section 427 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"28. To cause to be opened, dug, enlarged, covered and maintained, any ditch necessary for drainage, boundary or division ditch or water-course situate in the municipality or beyond the boundaries

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

Draining
ditches,
etc.

situé dans la municipalité, en prescrire la direction, en changer le site, pour le rapprocher de la ligne de division, en amener les eaux dans les égouts de la ville, même si tel fossé ou cours d'eau a été l'objet d'un procès-verbal et qu'il soit situé sur la propriété privée ou sur la propriété publique; pour payer le coût de ces travaux, en totalité ou en partie, à même les fonds généraux de la ville ou le produit d'une taxe spéciale imposée sur les immeubles que le conseil juge devoir en bénéficier; pour déterminer la répartition de cette taxe, soit en raison de l'évaluation, de la superficie ou du front de ces terrains."

S.R.,
c. 233,
a. 485,
am. pour
la ville.

Évalua-
tion an-
nuelle.

3. L'article 485 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le premier alinéa, par le suivant:

"485. Il est du devoir des estimateurs de faire chaque année, au temps et en la manière ordonnés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la ville, suivant leur valeur réelle. Le conseil pourra ordonner que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du secrétaire-trésorier. Lors de la confection du nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du secrétaire-trésorier."

S.R.,
c. 233,
a. 494,
rempl.
pour la
ville.

Dépôt.
Avis.

Contenu.

Idem.

4. L'article 494 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"494. Les estimateurs déposent au bureau du conseil, le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection et avis public de ce dépôt est donné par le greffier dans les deux jours suivants.

L'avis comporte que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants, durant les trente jours qui suivent celui du dépôt.

L'avis mentionne en sus, les jours, heure et lieu où ledit rôle sera révisé et

thereof, and moreover, when situated in the municipality, to direct the flow, to bring it nearer the division line, change the site or bring the water into the town's sewers, even if such ditch or water course has been regulated by a procès-verbal, and whether situated on private or public property; to pay the cost of such works, in whole or in part, out of the general funds of the town, or out of the proceeds of a special tax on all immoveables which, according to the council, will benefit by such works; and to prescribe the apportionment of such tax, according to either the valuation, the area or the frontage of the lots."

3. Section 485 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing the first paragraph, by the following:

"485. The assessors shall each year, at the time and in the manner ordered by the council, assess the taxable property of the town, according to its real value. The council may order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary-treasurer. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made may form part of the new roll provided mention thereof is made on each of them, under the initials of the secretary-treasurer."

4. Section 494 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"494. The assessors shall deposit the valuation roll in the office of the council immediately after its completion, and the clerk shall give public notice thereof within the two days following.

The notice shall state that the roll will remain open to examination by parties interested or their representatives for the thirty days next following the deposit.

The notice shall further state the days, place and hour when and where the said

R.S.,
c. 233,
s. 485,
am. for
town.

Annual
valuation.

R.S.,
c. 233,
s. 494,
replaced
for town.

Deposit.

Notice.

Contents.

Idem.

les plaintes contre icelui seront entendues et décidées par le bureau de revision."

roll will be revised and complaints against it will be heard and decided by the board of revision."

S.R.,
c. 233,
a. 494a,
aj. pour
la ville.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 494, l'article suivant:

5. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 494, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 494a,
added
for town.

Bureau de
revision.

"494a. Le bureau de revision sera formé de trois personnes, dont l'une devra être un avocat et une deuxième un ingénieur public ou un architecte, autres que les estimateurs, et nommées par le conseil, chaque année à la première assemblée du mois d'avril. Ces personnes devront n'avoir aucun contrat ni direct ni indirect avec la ville, ceci n'excluant pas toutefois, l'un ou l'autre des officiers de la municipalité à siéger sur ce bureau. Les émoluments de ces membres seront fixés par résolution du conseil."

"494a. The board of revision shall be composed of three persons, one of whom shall be an advocate and another a public engineer or an architect, other than the assessors, all appointed by the council, each year, at the first meeting in the month of April. Such persons must have no contract either directly or indirectly with the town; this however shall not prevent any of the officers of the municipality from acting on such board. The remuneration of such members shall be fixed by resolution of the council."

Board of
revision.

S.R.,
c. 233,
a. 495,
remp.
pour la
ville.

6. L'article 495 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

6. Section 495 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 495,
replaced
for town.

Appel au
conseil.

"495. Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre de l'évaluation de ses immeubles telle que portée au rôle d'évaluation, peut en appeler au bureau de revision en donnant à cette fin, au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte, et, s'il se plaint que l'évaluation de ses propriétés est trop élevée, il doit mentionner, dans l'avis, le montant de l'évaluation qu'il reconnaît juste."

"495. During such time any person who thinks himself entitled to complain of the valuation of his immoveables as entered on the valuation roll, may appeal therefrom to the board of revision, by giving for that purpose a written notice to the clerk, stating the grounds of his complaint, and, if he complains that the valuation of his property is too high, he shall mention, in the notice, the amount of the valuation considered by him to be just."

Appeal to
council.

Avis.

Notice.

S.R.,
c. 233,
a. 496,
remp.
pour la
ville.

7. L'article 496 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

7. Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 496,
replaced
for town.

Audition
des
plaintes.

"496. Le bureau de revision, après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 494 aux jours, heure et lieu mentionnés dans l'avis, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495. Le bureau de revision tient un registre sommaire de ses délibérations sur toutes les plaintes qui lui sont soumises.

"496. The board of revision, after the expiration of the thirty days mentioned in section 494, on the day and at the hour and place mentioned in the notice, shall consider and decide the complaints made under section 495. The board of revision shall keep a summary record of its proceedings on all complaints submitted to it.

Hearing
com-
plaints.

Décision.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par son président et les témoins produits de la part de la municipalité, le bureau de revision

After hearing the parties and their witnesses on oath administered by its chairman, and the witnesses called for the municipality, the board of revision

Decision.

maintient ou modifie le rôle, selon qu'il lui paraît juste.

Remplacement des membres.

Si à l'époque fixée pour procéder, l'un ou quelques-uns des membres du bureau de revision sont incapables d'agir pour cause de maladie ou d'absence ou pour toute autre raison jugée suffisante par le conseil, celui-ci peut nommer des remplaçants qui ont pour l'audition des plaintes et la revision du rôle tous les pouvoirs et toutes les obligations des membres en office."

shall maintain or amend the roll, as it may deem just.

If at the time fixed for proceeding, one or more of the members of the board of revision are incapable of acting on account of illness, absence or for any other reason deemed sufficient by the council, the latter may appoint, to replace them, persons who shall have all the powers and obligations of the members in office, for the hearing of complaints and the revision of the roll."

Replacement of members.

S.R., c. 233, a. 497, remp. pour la ville.

Revision.

8. L'article 497 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**497.** Dans tous les cas, il est du devoir du bureau de revision de procéder, dans cette séance qu'il ajourne autant de fois qu'il est nécessaire, dans les quinze jours suivants, à la revision du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.

Corrections.

Il peut faire aussi tout changement de phraséologie nécessaire. Cependant, lorsque le bureau décide de reviser l'évaluation d'une propriété sans qu'une plainte ait été déposée, il doit en donner avis d'au moins huit jours au propriétaire inscrit au rôle pour lui permettre de se faire entendre lors de cette revision.

Avis.

Cet avis doit indiquer la date et l'heure de la séance au cours de laquelle le bureau procédera à cette revision."

8. Section 497 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**497.** In all cases, the board of revision shall proceed, at such sitting which it shall adjourn as often as necessary, within the fifteen days following, to the revision of the roll, whether there be complaints or not.

It may also make any necessary change of phraseology. However, when the board decides to revise the valuation of a property without any complaint having been deposited, it shall give notice of at least eight days to the proprietor entered on the roll to enable the latter to be heard at the time of such revision.

Such notice shall mention the date and hour of the sitting during which the board will proceed to such revision."

R.S., c. 233, s. 497, replaced for town.

Revision.

Corrections.

Notice.

S.R., c. 233, a. 497a, aj. pour la ville.

Avis non requis.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 497, l'article suivant:

"**497a.** Le conseil a toujours été dispensé et le bureau de revision est dispensé de donner l'avis prévu par l'article 497 de la Loi des cités et villes, lorsque la revision de l'évaluation comporte une diminution."

9. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 497, the following section:

"**497a.** The council has always been dispensed and the board of revision is dispensed from giving the notice provided for by section 497 of the Cities and Towns Act, when the revision of the valuation effects a reduction."

R.S., c. 233, s. 497a, added for town.

Notice not required.

S.R., c. 233, a. 498, remp. pour la ville.

Entrée en vigueur du rôle.

10. L'article 498 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**498.** Après avoir jugé les plaintes déposées, le bureau de revision fait rapport au conseil qui déclare le rôle homologué, et le rôle ainsi homologué reste en

10. Section 498 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**498.** When it has decided the complaints filed, the board of revision shall report to the council which shall declare the roll homologated, and the roll so

R.S., c. 233, s. 498, replaced for town.

Coming into force of roll.

vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle."

S.R.,
c. 233,
a. 499,
remp.
pour la
ville.

11. L'article 499 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Omis-
sions.

"499. S'il y a eu omission de quelques propriétés dans le rôle préparé par les estimateurs, le bureau de revision, s'il le constate, doit évaluer cette propriété et l'ajouter au rôle.

Homolo-
gation.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation, et être entendu devant le bureau de revision avant l'homologation."

S.R.,
c. 233,
a. 500,
remp.
pour la
ville.

12. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Augmen-
tation ou
réduction
de l'esti-
mation.

"500. Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur par le fait de nouvelles constructions, additions ou améliorations, ou de subdivisions en lots à bâtir de terres en culture ou subit une diminution de valeur par suite d'incendie, de démolition ou de quelque autre cause, le bureau de revision verra, s'il juge importante cette augmentation ou cette diminution de valeur, à augmenter ou réduire l'estimation de cette propriété à sa valeur réelle et établir la valeur locative de toute nouvelle construction. Le montant de taxes municipales et scolaires, d'eau et d'affaires, imposé sur cette propriété, sera modifié en conséquence en tenant compte toutefois, de la part de l'année déjà écoulée en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur ou n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de la valeur que pour la proportion non encore écoulées de l'année en cours.

Homolo-
gation.

Toute modification de rôle faite en vertu du présent article est sujette à homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé, lequel peut

homologated shall remain in force until the coming into force of a new roll."

11. Section 499 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 499,
replaced
for town.

"499. In case of omission of any property in the roll prepared by the assessors, the board of revision, if it be aware of such omission, shall value such property and add it to the roll.

Omis-
sions.

In such case, the roll cannot be homologated until after a special notice of eight days of such addition has been given to the proprietor, who may file, within such delay, his complaint against the valuation, and be heard before the board of revision prior to the homologation."

Homolo-
gation.

12. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 500,
replaced
for town.

"500. If, after the valuation roll has been homologated, any immoveable property increases in value by reason of any new construction, addition or improvement, or of subdivision into building lots in the case of land under cultivation, or suffers a reduction in value by fire, demolition or any other cause, the board of revision, if it considers such increase or reduction important, shall increase or reduce the assessment of such property to its real value and fix the rental value of any new construction. The amount of municipal, school, water and business taxes imposed on such property shall be modified accordingly, taking into account, however, the part of the year that has already elapsed, so that the proprietor concerned shall pay on such increase in value or shall be entitled to a reduction of taxes on the reduction in value, only for the portion not yet elapsed of the current year.

Increase
or de-
crease of
valuation.

Every alteration in the roll made under this section shall be subject to homologation by the council, after eight days' notice to the proprietor concerned who

Homolo-
gation.

porter plainte et en appeler de la décision du conseil, en la manière ordinaire."

may file a complaint and appeal from the decision of the council, in the ordinary manner."

S.R.,
c. 233,
a. 501,
remp.
pour la
ville.

13. L'article 501 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

13. Section 501 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 501,
replaced
for town.

Délais.

"501. L'inobservance des délais de la part des estimateurs ou du bureau de revision n'empêche pas la confection ou l'homologation du rôle."

"501. Failure by the assessors or the board of revision to comply with the delays shall not prevent the completion or homologation of the roll."

Delays.

S.R.,
c. 233,
a. 504,
remp.
pour la
ville.

14. L'article 504 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

14. Section 504 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 504,
replaced
for town.

Appel.

"504. Il y a droit d'appel à la Cour de magistrat du district de Montréal:

"504. An appeal shall lie to the Magistrate's Court of the district of Montreal:

Appeal.

Décision
du bureau
de revision.

1° De toute décision rendue par le bureau de revision, en vertu des articles 496, 497, 499, 500, ou par le conseil, en vertu de l'article 502, dans les trente jours à compter de cette décision, soit que le conseil ou le bureau de revision, selon le cas, l'ait rendue de son propre mouvement ou sur plainte ou requête produite en vertu de ces articles.

1. From any decision rendered by the board of revision under sections 496, 497, 499, 500, or by the council under section 502, within thirty days from such decision, whether the council or the board of revision, as the case may be, has rendered the same of its own motion, or upon a complaint or a petition filed under such sections;

Decision
of board
of revision.

Plaintes
négligées,
etc.

2° Du refus ou de la négligence du conseil ou du bureau de revision, selon le cas, de prendre en considération une plainte écrite produite en vertu de l'article 495, ou une requête produite en vertu des articles 500 ou 502, dans les trente jours qui suivent la séance à laquelle il devait en prendre connaissance."

2. From the refusal or omission by the council or the board of revision, as the case may be, to consider a written complaint filed under section 495, or a petition filed under section 500 or 502, within thirty days after the sitting at which it was required to consider the same."

Com-
plaints
ignored,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 510,
remp.
pour la
ville.

15. L'article 510 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le présent:

15. Section 510 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 510,
replaced
for town.

Décision.

"510. Le tribunal peut, par son jugement, confirmer la décision dont l'appel est porté, l'annuler ou la modifier, ou rendre telle décision que le bureau de revision aurait dû rendre originairement, ou lui ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours."

"510. The court, by its judgment, may confirm, annul or amend the decision appealed from, or render such decision as the board of revision ought to have rendered originally, or order the board to exercise the functions respecting which recourse is had."

Decision.

S.R.,
c. 233,
a. 526b,
aj. pour
la ville.

16. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526a, le suivant:

16. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 526a, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526b,
added
for town.

Taxe de
vente
autorisée.

"526b. Le conseil municipal de la ville de L'Abord-à-Plouffe, dans le comté

"526b. The municipal council of the town of L'Abord-à-Plouffe, in the county

Sales
tax au-
thorized.

de Laval, peut, par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions et sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats
hors du
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite ville, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite ville, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la ville.

Percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19."

of Laval, may, by resolution, impose and levy a special tax not exceeding two (2%) per cent of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions and sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Purchase
outside
territory.

Every person ordinarily residing within the territory of the town or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said town shall immediately report the matter to the treasurer of the said town transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require, and shall moreover pay to the said town, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the town.

Collec-
tion.

The said tax shall be imposed and collected, in the territory of the town at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

The town is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the town respecting the collection of the sales tax, and institute the same proceedings, for infringement of this act, as those provided in section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by section 1 of the act 14 George VI, chapter 19."

Rights
trans-
ferred.

1953-54,
c. 99, a. 9,
am.

17. L'article 9 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 99 est modifié, pour la ville, en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

17. Section 9 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 99 is amended, for the town, in replacing the third paragraph by the following:

1953-54,
c. 99, s. 9,
am.

Cotisation
spéciale.

"Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, de même que la valeur des honoraires auxquels a ou aurait droit le bureau des ingénieurs de la ville, s'il n'était pas rémunéré par le fonds général de la ville, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux."

Abroga-
tion.

18. L'article 11 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 99, est abrogé.

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"The costs of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursement incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, as well as the value of the fees to which the board of engineers of the town is or would be entitled, if it were not paid out of the general funds of the town, shall be paid by means of a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233) and, for this purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works."

Special
assess-
ment.

18. Section 11 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 99, is repealed.

Repeal.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.